

**Assemblée générale
Conseil de sécurité**

Distr. générale
18 mars 2005
Français
Original: anglais

Assemblée générale
Cinquante-neuvième session
Point 163 de l'ordre du jour
La situation dans les territoires azerbaïdjanais occupés

Conseil de sécurité
Soixantième année

**Lettre datée du 8 mars 2005, adressée au Secrétaire général
par le Représentant permanent de l'Arménie
auprès de l'Organisation des Nations Unies**

Je me réfère à la lettre du Représentant permanent de l'Azerbaïdjan auprès de l'Organisation, en date du 24 février 2005, concernant la tragédie de Khodjaly, qui a été distribuée comme document de l'Assemblée générale et du Conseil de sécurité (A/59/713-S/2005/125). Suivant son odieuse habitude, l'Ambassadeur de l'Azerbaïdjan a une fois de plus diffusé des informations fausses et complètement tendancieuses au sujet de la tragédie de Khodjaly, dans le seul but de camoufler la réalité : les massacres systématiques d'Arméniens, méticuleusement planifiés et exécutés par ses dirigeants entre 1988 et 1990 à Soumgaït, Kirovabad (Ganja) et Bakou.

Suivant une pratique devenue le signe distinctif des autorités azerbaïdjanaises et élevée au rang de politique d'Etat, le Représentant permanent de l'Azerbaïdjan formule des accusations fausses et dénuées de tout fondement contre mon pays, feignant d'oublier que des témoins oculaires, dont des Azerbaïdjanais, ont fourni de nombreuses preuves concernant les faits en question (voir annexe).

Comme l'Arménie l'a affirmé à de nombreuses occasions, et comme je tiens à réaffirmer ici, les forces armées de la République d'Arménie n'ont jamais pris part au conflit qui a sévi dans le Haut-Karabakh et aux alentours, et les forces armées de l'Arménie nouvellement indépendantes, n'auraient pu participer aux événements de Khodjaly puisqu'elles n'avaient pas encore été constituées en février 1992.

Aussi vil et immoral que cela puisse paraître, la récupération de la mémoire des victimes et des souffrances des survivants est devenue le principal instrument de l'appareil azerbaïdjanais, qui s'efforce en vain de masquer son ineptie et son manque de volonté de négocier sérieusement un accord de paix qui mettrait fin au conflit. En ce qui concerne les événements de Khodjaly, la vérité ressort clairement des récits des Azerbaïdjanais qui ont couvert l'événement et y ont été associés. Dans une interview accordée à la journaliste tchèque Jana Mazalova en mars 1992, le Président azerbaïdjanais de l'époque a affirmé que « les massacres étaient une manigance ».



Pour ce qui est des allégations gratuites faisant état d'opérations de « nettoyage ethnique » dirigées contre l'Arménie et les Arméniens, je ne citerai qu'un exemple parlant. Selon le recensement soviétique de 1926, Khodjaly était un village de 888 habitants, tous Arméniens. Dans les années 60, les premiers Azerbaïdjanais apparaissent dans le village. En 1988, les derniers Arméniens sont brutalement tués ou chassés du village. Selon le recensement de 1989, Khodjaly est un village de 1 661 habitants, tous Azerbaïdjanais. Comme l'a dit Arif Yunusof dans « Tragediya Khodjaly » (La tragédie de Khodjaly), publié dans *Zerkalo* (13-19 juin 1992), Khodjaly s'est trouvé au centre d'un vaste programme de réinstallation des Azerbaïdjanais (Thomas de Waal, *Black Garden, Armenia and Azerbaijan through Peace and War*, New York University Press, 2003, p. 170). La politique et l'idéologie sous-tendant ce programme ont été révélées par Heydar Aliyev, ancien Président azerbaïdjanais aujourd'hui décédé, lors d'une réunion avec des journalistes azerbaïdjanais le 22 juillet 2002 : « Je faisais changer la situation démographique du Haut-Karabakh ».

Je vous serais reconnaissant de bien vouloir faire distribuer le texte de la présente lettre et de son annexe comme document de la cinquante-neuvième session de l'Assemblée générale, au titre du point 163 de l'ordre du jour, et du Conseil de sécurité.

L'Ambassadeur,
Représentant permanent
(Signé) Armen **Martirosyan**

Annexe à la lettre datée du 8 mars 2005 adressée au Secrétaire général par le Représentant permanent de l'Arménie auprès de l'Organisation

La vérité sur les événements de Khodjaly

Preuves de sources azerbaïdjanaises

Treize ans après les événements de Khodjaly, les autorités de Bakou continuent obstinément à nourrir l'hystérie antiarménienne en vue de falsifier l'histoire et de faire porter aux Arméniens la culpabilité de ces événements tragiques.

Les événements de Khodjaly, qui ont entraîné la mort de civils, s'expliquent exclusivement par des intrigues politiques et des luttes de pouvoir en Azerbaïdjan.

Les causes véritables de ces événements ressortent de façon extrêmement convaincante des récits des Azerbaïdjanais eux-mêmes – participants et témoins – et de ceux qui connaissent de l'intérieur tous les détails de ce qui s'est passé à Bakou.

Khodjaly est (comme Shushi et Agdam) une des places fortes à partir desquelles Stepanakert, la capitale de la République du Haut-Karabakh, a été continuellement et impitoyablement bombardée à coup d'obus et de missiles pendant les trois mois de l'hiver 1991/92.

La République du Haut-Karabakh n'avait d'autre moyen, pour assurer la survie de sa population, condamnée à l'extermination totale par l'Azerbaïdjan, que de détruire les positions azerbaïdjanaises à Khodjaly et de libérer ainsi l'aéroport. Le pilonnage quotidien de Stepanakert à partir de Khodjaly a coûté la vie de centaines d'habitants pacifiques, dont des femmes, des enfants et des personnes âgées.

Ayaz Mutalibov, alors Président de l'Azerbaïdjan, a déclaré que « l'attaque contre Khodjaly n'était pas une attaque surprise¹ ». Dans une interview qu'il a donnée en 1992 au journal russe *Nezavisimaya Gazeta*, il a souligné que « les Arméniens maintenaient un couloir ouvert pour permettre aux gens de partir² ». Toutefois, des unités armées du Front populaire de l'Azerbaïdjan ont fait feu sur une colonne de civils près de la frontière du district d'Agdam, fait confirmé ultérieurement par Ayaz Mutalibov, qui attribuait cet acte criminel à l'opposition, laquelle cherchait à lui prendre le pouvoir, et rejetait sur elle toute la culpabilité. Dans une interview avec le magazine russe *Novoye Vremya*, Mutalibov a déclaré : « L'attaque contre les résidents de Khodjaly a de toute évidence été organisée par quelqu'un qui voulait prendre le contrôle de l'Azerbaïdjan³ ».

Selon le journaliste azerbaïdjanais M. Safarogly, « Khodjaly occupait une position stratégique importante. La perte de Khodjaly fut un désastre politique pour Mutalibov⁴ ».

Un autre journaliste azerbaïdjanais, Arif Yunusov, a déclaré sans ambages : « La ville et ses habitants ont été délibérément sacrifiés à des fins politiques, pour empêcher que le Front populaire d'Azerbaïdjan ne prenne le pouvoir⁵ ». Ce sont les Azerbaïdjanais eux-mêmes qui sont présentés comme les responsables de la tragédie.

Il est de notoriété publique que plusieurs autres hauts responsables politiques et journalistes azerbaïdjanais ont fait des observations semblables concernant les événements de Khodjaly.

Tamerlan Karayev, qui fut un temps Président de la Cour suprême de la République d'Azerbaïdjan, témoigne : « Cette tragédie est l'œuvre des autorités azerbaïdjanaises », plus précisément de « quelqu'un de haut placé⁶ ».

La journaliste tchèque Jana Mazalova, qui, à la suite d'une erreur des Azerbaïdjanais, fit partie des deux groupes de représentants de la presse à qui devaient être montrés les corps mutilés « par les Arméniens », constata la deuxième fois un changement considérable. Juste après les événements, elle n'avait vu aucune trace du traitement barbare infligé aux victimes. Quelques jours plus tard, les corps avaient été « préparés » à l'intention des journalistes.

Qui a tué les habitants pacifiques de Khodjaly et mutilé leurs dépouilles, quand on sait que la tragédie s'est produite non pas dans un village pris par les Arméniens ou le long du couloir humanitaire, mais près de la ville d'Agdam, sur un territoire que les Azerbaïdjanais contrôlaient intégralement?

Le cameraman azerbaïdjanais indépendant Chingiz Mustafaev, qui avait pris des photos le 28 février et le 2 mars 1992, nourrissait des doutes quant à la version officielle des autorités azerbaïdjanaises et a voulu mener sa propre enquête. Son tout premier rapport à l'agence de presse moscovite D-Press sur la possibilité d'une implication de la partie azerbaïdjanaise lui a coûté la vie : il a été tué non loin d'Agdam dans des circonstances encore inexplicables à ce jour.

L'ancien Président de l'Azerbaïdjan, Heydar Aliyev, a lui-même reconnu que « les anciens responsables [de l'Azerbaïdjan] étaient également coupables » des événements de Khodjaly. Déjà en avril 1992, selon l'agence Bilik-Dunyasy, il avait fait les commentaires suivants : « L'effusion de sang sera à notre avantage. Nous ferions mieux de ne pas intervenir. » Chacun sait à qui l'effusion de sang a profité. *Megapolis Express* a écrit ce qui suit : « Il est indéniable que si le Front populaire d'Azerbaïdjan s'est fixé des objectifs ambitieux, il les a atteints. Mutalibov a été discrédité et renversé, l'opinion publique du monde entier a été secouée, et les Azerbaïdjanais et les frères turcs ont cru au prétendu génocide du peuple azerbaïdjanais à Khodjaly⁷. »

Autre détail tragique : depuis les événements de Khodjaly, il est avéré que le 26 février, 47 Arméniens ont déjà été détenus dans la ville « en paix », ce que les médias azerbaïdjanais qui ont « couvert » la tragédie n'ont jamais mentionné. Après la libération de Khodjaly, seuls 13 otages ont été retrouvés (dont 6 femmes et 1 enfant), les Azerbaïdjanais ayant transféré les 34 autres dans un lieu inconnu. Tout ce que l'on sait est qu'ils ont été emmenés la nuit de l'opération, mais ne sont jamais arrivés à Agdam. On ne sait toujours pas quel sort leur a été réservé et s'ils sont restés entre les mains des Azerbaïdjanais.

À la lumière des faits énumérés ci-dessus, on peut dire sans risque d'erreur que le massacre des habitants pacifiques du village de Khodjaly fut l'ouvrage de la partie azerbaïdjanaise, qui a commis ce crime contre sa propre population en raison d'intrigues politiques et de luttes de pouvoir.

Notes

¹ *Ogonyok* (magazine), n° 14-15, 1992.

² *Nezavisimaya Gazeta*, 2 avril 1992.

³ *Novoye Vremya*, 6 mars 2001.

⁴ *Nezavisimaya Gazeta*, février 1993.

⁵ *Zerkalo* (journal), juillet 1992.

⁶ *Mikhalifat* (journal), 28 avril 1992.

⁷ *Megapolis Express*, n° 17, 1992.
